

dée à Sa Majesté à même le fonds consolidé de revenu du Canada.

Résolutions à rapporter.

L'Orateur reprend le fauteuil.

Les résolutions sont rapportées, lues, une seconde fois et adoptées.

M. CARTWRIGHT alors présente un bill (No. 124) pour accorder à Sa Majesté certaines sommes d'argent requises pour faire face à certaines dépenses du service public pour les années fiscales finissant respectivement le 30 juin 1877 et le 30 juin 1878, et pour d'autres fins relatives au service public.

Le bill est lu les première, seconde, et troisième fois, et adopté.

INDÉPENDANCE DU PARLEMENT.

Sir JOHN A. MACDONALD—L'honorable ministre de l'Intérieur m'a signalé le compte-rendu que publia le *Mail* de mon discours sur l'acte concernant l'indépendance du Parlement. Ce compte-rendu me prête les paroles suivantes :

“ L'honorable ministre (M. Mills) est venu me trouver et m'a dit : “ j'apprends que quelques-uns de vos amis veulent prendre des procédures contre quelques ministériels ; je vous prévient que M. Rochester et vous allez être poursuivis.”

Ceci n'est pas tout-à-fait exact. L'honorable ministre m'a dit : “ Je vous donne avis que des mesures vont être prises contre M. Rochester.” Ce n'était pas du tout une menace : c'était tout simplement un avis que si des ministériels étaient poursuivis, des opposi-tionnistes le seraient aussi.

SIR JOHN A. MACDONALD ET LES POURSUITES DE LA COURONNE.

Sir JOHN A. MACDONALD — L'avis de motion suivant, donné par le député de York-Nord, est sur les ordres du jour depuis quelque temps :

“ Que la Chambre ordonne de produire un rapport des poursuites et matières légales dans lesquelles la société légale de l'honorable Sir John A. Macdonald, M. P., ou l'un des membres de la dite société, a reçu instruction de son ministère de représenter la Couronne pendant qu'il était lui-même ministre de la Justice et Procureur-Général du Canada, avec la date de ces instructions et de la dernière action dans chaque cas.”

Je demanderai à l'honorable député de vouloir bien présenter sa motion,

M. MITCHELL

car j'aimerais avoir ce rapport pour ma propre information ; je voudrais aussi m'assurer des dates.

M. DYMOND—J'avais hâte de faire ma motion ; je la propose sans commentaires.

Sir JOHN A. MACDONALD—Je voudrais que l'honorable député incluerait dans sa proposition les dates du commencement et de la fin des procédures.

La motion est adoptée telle qu'amendée, et se lit comme suit :

“ Que la Chambre ordonne de produire un rapport des poursuites et matières légales dans lesquelles la société légale de l'honorable Sir John A. Macdonald, M. P., ou l'un des membres de la dite société a reçu instruction de son ministère de représenter la Couronne pendant qu'il était lui-même ministre de la Justice et Procureur-Général du Canada, avec la date de ces instructions et la dernière action dans chaque cas ; ainsi que la date du commencement et de la fin de ces poursuites et matières légales.”

La Chambre s'ajourne
à 2 heures moins dix minutes.

CHAMBRE DES COMMUNES.

Samedi, 28 avril 1877.

L'Orateur prend le fauteuil à trois heures moins vingt minutes.

LE TRAITÉ DE WASHINGTON ET LA COMMISSION DES PÊCHERIES.

M. MACKENZIE — Qu'on veuille bien me permettre de revenir sur le débat d'hier soir, au cours duquel j'ai dit,—et mon honorable ami le ministre de la Marine et des Pêcheries était sous la même impression,—que l'ancienne administration avait convenu de payer la moitié du traitement d'un agent spécial en rapport avec la Commission des Pêcheries, ainsi que les dépenses de la Commission d'Halifax.

Je ne suis pas autorisé à déposer ces documents sur le bureau ; mais je dois dire qu'il y a une dépêche portant la date du 16 juin 1873 et proposant de payer £1,000 à cet agent indépendamment des frais de route ordinaires. Une moitié des dépenses devait être payée par les colonies et l'autre par le